

ESSAI D'ANALYSE DE L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS EN ALGERIE

Benachour Ratiba¹

Résumé

En dépit de l'absence d'un consensus aussi bien sur le plan d'études empiriques que théorique des bienfaits des Investissements Etrangers Directs sur les pays d'accueil, la tendance mondiale vers la libéralisation des échanges commerciaux a stimulé le mouvement des IDE. Les pays en voie de développement cherchent à s'intégrer commercialement au niveau mondial ce qui les conduit à une utilisation croissante des IDE comme outil de développement. L'objectif de cet article est d'identifier les facteurs qui expliquent l'attractivité des IDE en Algérie et de dégager le rôle que joue les institutions dans la détermination de cette forme d'investissement .

Mots clés : IDE, , Algérie, Attractivité

Abstract

Despite the lack of consensus on both the empirical and theoretical studies of the benefits of Foreign Direct Investment on the host countries, the global trend towards trade liberalization has stimulated the movement of FDI. The developing countries seek to integrate commercially worldwide which leads to an increased use of FDI as a development tool. The objective of this paper is to identify factors that explain the attractiveness of FDI in Algeria and identify the role that institutions play in determining this form of investment.

Keywords: FDI, , Algeria, Attractivity

INTRODUCTION

Les IDE ont été longuement considérés par la plupart des pays en voie de développement comme une menace de la souveraineté nationale, et les firmes multinationales étaient accusées de transférer leurs profits sans assurer une participation effective au développement national.

On assiste actuellement à un changement radical des attitudes de ces mêmes pays à l'égard des Investissements Directs Etrangers (IDE), et se trouvent contraints de rechercher des sources d'investissement international moins volatiles (pour les pays hôtes) et non génératrices de dettes, dans l'espoir de rejoindre le mouvement de l'économie mondiale.

Ce nouveau contexte international exige d'accorder une attention particulière à trois aspects primordiaux qui créent dans leur interaction le phénomène de la mondialisation à savoir :

- La libéralisation par les états des mouvements des capitaux ;
- La déréglementation, la privatisation et l'ouverture de nouveaux marchés aux échanges et aux investissements (télécommunication, transport, électricité, etc...)

¹Maitre assistante "A" à l'université d'Alger 03, faculté des sciences économiques, sciences commerciales et sciences de gestion.

- L'expansion des technologies de l'information et de la communication.

La mondialisation a contribué à la libéralisation des économies aussi bien développées que celles en voie de développement, et a par conséquent, crée une dynamique dans laquelle les IDE occupent une place centrale. L'IDE est devenu donc une source importante de financement extérieur privé vu les avantages qu'il offre et l'effet positif¹ qu'il entraîne sur l'accumulation du capital national ou sur la productivité grâce aux transferts technologiques.

A l'instar des autres pays l'Algérie s'est engagée depuis le début des années 2000, dans une stratégie de développement industriel qui permet une ouverture progressive aux IDE et vise à améliorer la productivité et la compétitivité. Bien qu'on assiste à un accroissement des flux d'investissement reçus ces dernières années notamment dans les secteurs des télécommunications, de la pharmacie, de l'agro-alimentaire et du BTP, et malgré les réformes macroéconomiques, les capacités en ressources humaines, l'adhésion à l'Union Européenne (UE) et la future adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Algérie n'attire pas autant d'IDE que d'autres pays dans la même zone géographique (Maroc, Tunisie, Egypte).

L'objectif de ce travail est de comprendre les déterminants des IDE, de découvrir pourquoi certains pays réussissent à attirer plus de flux que d'autres et d'analyser la politique d'attractivité des IDE en Algérie et d'essayer par le biais des résultats obtenus d'apporter un outil d'évaluation qui pourrait aider les décideurs à confectionner leurs futures politiques. Ainsi la problématique tourne autour des questions suivantes : **Quels sont les déterminants des IDE et quels sont les fondements de la politique d'attraction en Algérie ?**

Dans la suite de ce travail on essayera de cerner ces questions à travers une revue de littérature sur les IDE nous permettant d'encadrer le sujet, une synthèse de l'évolution des flux des IDE dans le monde et particulièrement en Algérie, une analyse des déterminants des IDE est procédée, enfin on examine la politique suivie par l'Algérie pour attirer les IDE et celle préconisée pour développer ceux-ci.

I. REVUE DE LITTERATURE DES IDE

Les fondements théoriques des IDE trouvent leur origine dans trois grands courants de la pensée économique :

1. **Le courant traditionaliste ou école de la dépendance (1960-1980) :** les partisans de cette école (Gunder Frank, Samir Amin, Pierre Samala etc....) considèrent les IDE comme un moyen de domination impérialiste, ils affirment que les pays en voie de développement sont exploités par le biais du commerce international qui conduit à la détérioration des termes de l'échange et que les firmes multinationales transfèrent les profits à l'extérieur des pays en voie de développement qui ne bénéficient que faiblement par rapports aux avantages offerts (faible coût de main d'œuvre et des matières premières). En somme cette école focalise son intérêt sur les inconvénients des IDE et ne les considère pas comme solution pour le sous-développement.
2. **Ecole de modernisation (Saskia Wilhelm, 1998) :** les théoriciens de cette école proclament qu'il existe un ordre naturel par lequel les pays arrivent à des étapes de développement plus élevées, que les pays en voie de développement peuvent suivre les pays développés à condition que leurs économies soient libérées et ouvertes à l'investissement et au commerce. Cette école considère l'IDE comme un élément catalyseur de la croissance et le

développement, elle repose sur deux approches celle du **marché parfait** qui découle des théories du libre- échange en utilisant les analyses d'équilibre général. Par ailleurs, l'approche du **marché imparfait** est un ensemble de théories portant sur l'organisation industrielle, la firme, l'internationalisation, la localisation et la mondialisation. Aucune théorie de l'école de modernisation ne mentionne les méfaits des IDE que ce soit pour les pays d'accueil ou pour les pays étrangers, ces théories soutiennent l'idée que la décision d'investir à l'étranger est stimulée par la maximisation du profit, ce qui caractérise le capitalisme.

3. **Ecole de l'intégration (Dunning, 1981 et Mucchielli, 1985)** : les théoriciens de l'intégration traite la question des IDE dans un cadre plus vaste en tenant compte des variables macro (l'ensemble de l'économie), méso (les institutions) et micro (la firme) économiques qui déterminent les IDE . ces derniers sont analysés par cette école d'une manière plus ou moins objective en essayant de cerner ce phénomène aussi bien du point de vue des pays hôtes que celui des investisseurs, elle regroupe trois grandes théories : le paradigme de Dunning (OLI) avec O pour « Ownership specificity » soit l'avantage spécifique à la firme, L pour l'avantage spécifique de la localisation géographique du pays hôte et I pour l'avantage spécifique à l'internalisation, ainsi selon Dunning, la firme décide d'investir à l'étranger si elle réunit simultanément les trois types d'avantages, sa théorie appartient à la vision libérale qui estime que l'IDE est une opération avantageuse pour l'investisseur et pour le pays hôte. Cette dernière a été toutefois critiquée par (Kojima, 1982) et (Mucchielli, 1985) qui admettent que cette théorie ne tient pas compte des stratégies globales et aux alliances entre les FMN (Andreff, 2003).

Outre les dotations factorielles d'un pays en capital et en travail, d'autres paramètres peuvent influencer la décision de délocalisation des IDE, ils ont été mentionnés par les théories récentes comme la localisation géographique, les frais de transport et la taille du pays (Krugman, 1991).

Un autre paradigme (ESP) "Environment, System, Politic" de Koopman et Montias (1971) (Mucchielli, 1991) explique les flux des IDE qui dépendent de l'évolution des variables structurelles d'un pays : l'environnement (E) qui comprend les ressources naturelles et humaines, les infrastructures technologiques. Le système (S) touche les institutions politiques, économiques et sociales. Quant au politique (P) il couvre les actions spécifiques gouvernementales afin de réaliser leurs objectifs économiques et sociaux. On cite également la théorie de l'adaptation institutionnelle à l'IDE, créée par Wilhelms Saskia et Witter Stanley qui étudie la capacité d'un pays à attirer et de préserver les flux d'IDE , en proposant un modèle qui considère quatre institutions le Gouvernement, le Marché, l'Education et le milieu Socio Culturel.

II. EVOLUTION DES FLUX D'IDE DANS LE MONDE²

Les flux d'IDE ont connu une hausse en 2013, les flux entrants ont augmenté à 1,45 trillions de dollars soit un accroissement de 9%, cette tendance a touché tous les grands groupements économiques : développés, en développement et en transition. Le stock d'IDE mondial a aussi augmenté de 9% pour atteindre \$25,5 trillions. Les études de la CNUCED estiment que les flux des IDE pourraient s'élever à \$1,6 trillions en 2014, \$1,75 trillions en 2015 et \$1,85 trillions en 2016.

La répartition régionale des IDE est illustrée dans le tableau N° 1, les flux d'IDE vers les économies en développement resteront à un niveau élevé dans les années à venir, les économies en développement conservent leur avance, leurs flux d'IDE, elles ont atteint un nouveau sommet \$778 milliards des flux mondiaux, L'Asie reste la première région d'accueil de l'investissement étranger direct au niveau mondial (nettement au-dessus de l'UE qui affichait traditionnellement la plus forte proportion),

puisqu'elle reçoit près de 30 % des flux d'IED mondiaux, le total des flux d'IDE à destination des pays en développement d'Asie (à l'exception des pays d'Asie occidentale) s'élevait à 382 milliards de dollars des États-Unis en 2013, soit 4 % de plus qu'en 2012.

Les flux entrants ont augmenté en Afrique à \$57 milliards soit un taux de 4%, il existe toutefois des disparités en fonction des régions et des pays. Ainsi, l'Afrique du Nord assiste à la diminution de ses flux entrants avec une baisse de 7%, l'Égypte décroche une part de \$5,6 milliards qui a reculé de 19% par rapport à 2012, le Maroc et le Soudan ont réussi tous les deux à attirer plus de \$3 milliards d'investissements.

Le rapport de la CNUCED indique que l'éventuelle hausse des IDE dans les prochaines années sera principalement dirigée par les économies développées qui commencent à se recouvrir, par contre, la fragilité de certains marchés naissants, liée à l'incertitude politique et les conflits régionaux, pourrait entraver la reprise attendue des flux d'IDE dans ces pays.

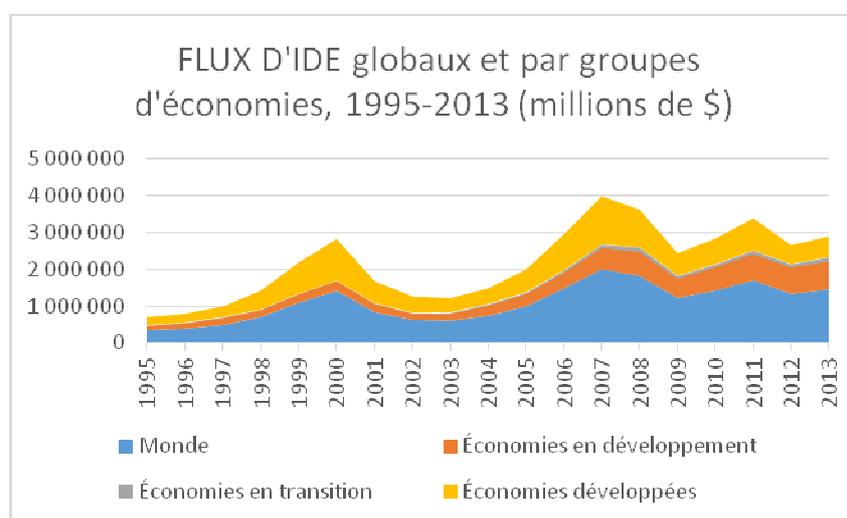


Tableau N° 1 : Flux entrants d'investissement étranger direct, annuel, 1995-2013

(aux prix courants et taux de change courants en millions dollars des États-Unis)

ANNÉE	Monde	Économies en développement	Économies en transition	Économies développées
1995	343 280	117 674	3 999	221 607
1996	390 673	149 983	5 338	235 352
1997	488 719	192 877	9 807	286 035
1998	707 157	189 642	7 168	510 347
1999	1 092 553	232 364	7 155	853 034
2000	1 414 999	266 644	5 988	1 142 368
2001	837 748	226 164	8 198	603 386
2002	628 760	172 323	10 189	446 248
2003	604 303	197 459	18 037	388 807
2004	737 682	284 619	29 158	423 905

2005	996 714	341 428	32 414	622 872
2006	1 481 561	432 869	60 463	988 229
2007	2 001 987	591 161	88 031	1 322 795
2008	1 818 834	668 758	117 692	1 032 385
2009	1 221 840	532 580	70 664	618 596
2010	1 422 255	648 208	70 573	703 474
2011	1 700 082	724 840	94 836	880 406
2012	1 330 273	729 449	84 159	516 664
2013	1 451 965	778 372	107 967	565 626

Source : à partir des données du CNUCED (<http://unctad.org>)

III. L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE

Les IDE sont considérés, ces dernières années, comme facteur clé pour le développement économique en Algérie, en dépit de la réglementation relative à l'investissement qui impose une participation algérienne majoritaire de 51%, et qui semble entraver l'attraction des investisseurs.

L'Algérie reste engagée envers le processus de libéralisation économique et continue à chercher à redynamiser les flux des IDE entrants en les orientant vers des secteurs tels que les transports, le marché bancaire ou les télécommunications.

La crise financière récente en Europe a ralenti le mouvement des IDE notamment ceux destinés en direction de l'Afrique du Nord, les flux entrants dans cette région sont passés de \$16,57Mds en 2010, à \$8,5 Mds en 2012 et \$15,4 Mds en 2013. L'Algérie, pour sa part, a mieux résisté (voir tab 2), et a reçu \$1,6 Mds en 2013 contre \$1,4Mds en 2012 (malgré une baisse significative en 2012, soit -42% contre un taux de croissance de +14% en 2010). en 2013, la contribution des IDE dans l'accumulation du capital productif s'est remise en 2013 puisque les stocks d'IDE en Algérie (voir tableau 3) ont représenté 12,3% du PIB, contre 11,4% en 2012, un léger accroissement par rapport au taux enregistré en 2010 soit 12,1%.

Cette progression reste, toutefois, insuffisante en comparaison avec les taux marqués par les autres pays nord africains (49,4% et 73,8% au Maroc et Tunisie). La part de l'Algérie dans le total régional (Afrique du Nord, Egypte comprise) s'élève à 10,46% en 2013 contre 9,47% en 2010.

Tab. 2 : L'investissement direct Etranger en Algérie 2010-2013
(Millions \$)

	2010	2011	2012	2013
IDE entrants	2301	2581	1499	1691
stocks d'IDE	19527	22108	23607	25298
IDE entrants en % de la FBCF	4,8	4,1	2,2	2,5
stocks d'IDE en % du PIB	12,1	11,1	11,4	12,3

source: données de la CNUCED (<http://unctad.org>)

Tab. 3 : Evolution des stocks d'IDE dans les pays d'Afrique du Nord 2010-2013 (Millions \$)

	2010	2011	2012	2013	part dans la le total régional 2013
Algérie	19527	22108	23607	25298	10,46%
total régional	206093	210502	225564	241789	100%

source: à partir des données de la CNUCED (<http://unctad.org>)

IV. LA REPARTITION SECTORIELLE ET REGIONALE DES IDE EN ALGERIE

Il n'existe pas, pour le moment, de statistiques suffisamment élaborées concernant la ventilation sectorielle des IDE en Algérie. Les IDE sont concentrés autour de certains secteurs particuliers (hydrocarbures, télécommunications et NTCI) spécifiques à l'économie nationale (un potentiel très important comme le tourisme reste inexploité)

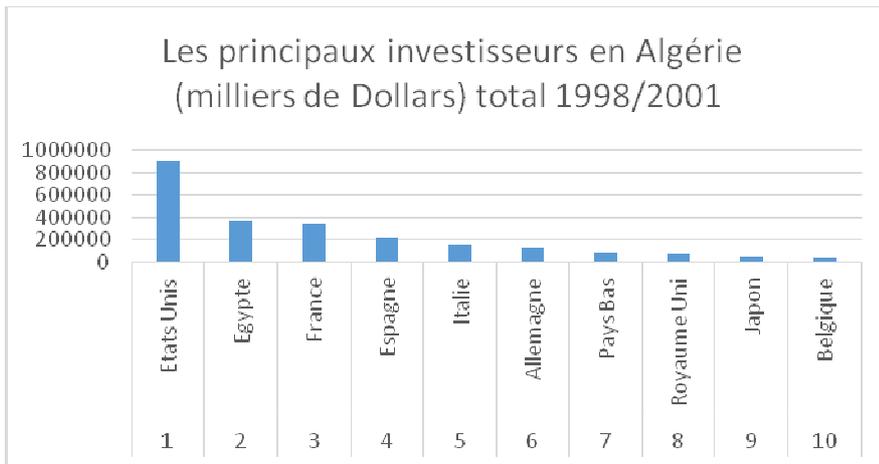
La loi de 1991 sur les hydrocarbures a ouvert le secteur de l'investissement étranger dans la production, ceci a permis la signature de plusieurs accords de partenariat générant ainsi un flux massif d'IDE.

SONATRACH a également procédé à la restructuration organique et industrielle en créant des filiales majoritaires en amont et en aval au sein du groupe, ainsi qu'une externalisation des activités périphériques et logistiques, ce qui a favorisé la naissance d'un marché de fournitures de prestation de service et de travaux ouverts aux investisseurs étrangers. Quant au secteur de l'électricité, sa production a été ouverte à l'investissement privé, national et étranger à travers la loi sur l'électricité de 1997.

On souligne un boom des IDE hors énergie comme la métallurgie qui a atteint 1,6 milliards d'euros d'IDE en 2007 (ANIMA, 2008)³, contre 1,5 milliards pour l'énergie, la chimie a attiré 746 millions de dollars en 2007 investis par l'Egyptien ORASCOM en joint-venture avec SONATRACH, le BTP (immobilier, transport et services délégués) a reçu 636 d'IDE millions d'euros en 2007 (contre 311 millions en 2006)⁴. Le secteur des télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication (TNTCI) connaît, depuis quelques années, des mutations importantes, suite à des réformes visant son ouverture aux investisseurs étrangers (troisième licence GSM).

Au niveau des nouvelles technologies de l'information, l'Algérie a réussi à nouer un partenariat international, notamment avec le groupe Français Wanadoo puisque on assiste à un essor de l'informatique et d'Internet.

Les principaux investisseurs en Algérie (entre 1998 et 2001) sont montrés dans la figure ci-après, la présence des états Unis dans ce contexte est prépondérante avec 908 millions de dollars d'IDE concentrés principalement dans le secteur des hydrocarbures (Petrofac Resources, International Inc...) une diversification s'est toutefois opérée dans le secteur de la chimie et de la pharmacie (Pfizer), les pays de l'Europe (Espagne, France et Italie) qui se situent juste après l'Egypte sont présents dans des secteurs hors hydrocarbures tels que l'agro-alimentaire (Danone), la céramique, la chimie, les industries manufacturières et la sidérurgie. On note également un partenaire traditionnel, l'Allemagne, avec deux importantes coentreprises (Henkel et Messer). Les IDE en provenance des pays en développement ont progressé avec une entrée remarquable de l'Egypte en 2001 (Orascom).



Source : Banque D'Algérie, 2003

Les principaux investisseurs en Algérie (entre 1998 et 2001)

Enfin, on conclut que l'Algérie a pu attirer les IDE ces dernières années, cependant les réalisations en matière d'attraction d'IDE restent en deçà de ses performances en comparaison avec celles des autres pays voisins. Cette faiblesse pourrait être expliquée en partie par la lourdeur bureaucratique, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle. En effet les enquêtes auprès des multinationales concluent que lorsqu'un régime de protection intellectuelle est considéré comme particulièrement faible, les entreprises se méfient également des différents canaux de transfert de technologie (License, joint-venture etc..)

V. LES DETERMINANTS IDE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Le débat sur les IDE a suscité la production d'un nombre impressionnant d'études au cours des dernières années tant théoriques qu'empiriques, ces études sont issues des pays en développement ou des pays en voie de développement, mais il n'existe aucun cadre théorique unifié permettant de comprendre les déterminants des IDE, des résultats sont toutefois présentés dans le tableau N°6 et qui donne une vision synthétisée des différents paramètres qui peuvent attirer les IDE ou avoir un impact sur ces derniers.

Les déterminants des IDE peuvent ainsi être résumés dans les points suivants :

- Les coûts de facteurs de production notamment ceux de la main-d'œuvre
- La productivité de la main-d'œuvre
- Le taux de croissance économique, une relation bijective envers les IDE
- Taux d'inflation, relation inversement proportionnelle avec les IDE
- La taille du marché permettrait aux firmes multinationales à atteindre les économies d'échelle
- L'augmentation des exportations dans la balance des paiements attire les IDE et vice-versa
- L'ouverture commerciale traduit le degré de l'intégration à l'économie mondiale, les politiques commerciales protectionnistes tendent à limiter les IDE
- Le niveau de développement financier, le manque de facilité bancaire et la baisse du taux d'intérêt ne favorisent pas l'attraction des IDE.
- La qualité et le développement des infrastructures de base tels que les transports qui sont un déterminant primordial pour les pays d'accueil
- L'instabilité sociopolitique est un véritable obstacle aux IDE

Tableau N°4 : Récapitulatif des résultats des travaux empiriques sur les déterminants des IDE Dans les pays en développement et pays émergents

Auteur (année) Variable expliquée	Echantillon/ période	methodologies	Variables explicatives et commentaires
Gastanaga. V.M, Nugent. J.B and Pashamova. B (1998) IDE/ PIB	49 pays en développement / 1970- 1995	Coupe transversale et séries temporelles	Le taux de change n'est pas préjudiciable à l'IDE, le taux de croissance est très significatif, la corruption a un effet négatif, la libéralisation du compte capital ne suffisant pas pour exercer une forte influence, les taux de taxation exerce un effet négatif, les tarifs sont sensible à la méthode d'estimation – positifs avec l'analyse transversale et négatifs avec les séries temporelles et toutes les mesures des institutions sont significatifs.
Wilhems SK (1998) IDE/PIB	67 économies émergentes 1978-1995	MCO	Les variables de l'adaptation institutionnelle : gouvernement et marché sont les plus significatives
Cheng. L.K and Kwan (2000) IDE stocks	29 regions chinoises 1985-1995	Méthodes des moments généralisés en système	La taille du marché, les infrastructures, avantages préférentiels ont un effet positif, les coûts salariaux ont un effet négatif, l'effet de l'éducation est positif mais pas statistiquement significatif
Boukha-Hassane. R and Zatl. N (2001) IDE/ PIB (évalué en PPA)	9 pays méditerranéens 1976-1997	Données de panel	Les variables qui contribuent aux variations de l'IDE autour de sa moyenne régionale sont le degré d'ouverture et l'état des infrastructures, le taux de croissance n'a que faiblement contribué à cela.
Asiedu. E (2001) IDE/PIB	71 pays en développement 1988-1997	Estimation en panel par groupe : pays non subsahariens et pays subsahariens (MCO)	Un retour sur investissement élevé et de meilleures infrastructures ont un impact positif sur l'IDE à destination des pays non subsahariens mais un impact non significatif dans les pays subsahariens, l'ouverture attire l'IDE dans les deux groupes de pays, le bénéfice de l'ouverture est moindre dans les pays subsahariens .
Noorbakhch. Paloni. And Youssef (2001) IDE/PIB	36 pays en développement (Afrique, Asie, Amérique Latine) 1980-1994	Estimation en données de panel	Le niveau du capital humain affecte la distribution géographique de l'IDE, le capital humain est statistiquement significatif et son importance croît avec le temps .
Stein.E and Daude. C 2001 . IDE/PIB	18 pays sources d'IDE et 58 pays hôtes 1995-1997	Modèle gravitationnel	La qualité des institutions a un effet positif sur l'IDE. L'impact des variables institutionnelles est statistiquement significatif. Les pays qui ont une bonne qualité des institutions sont susceptible d'attirer plus d'IDE et générer des externalités positives.
Aizenman. J and Spiegel. M.M (2002) IDE/ FBCF	97 pays (76 pays en développement et 21 pays développés /	Estimation en coupe transversale	La corruption est associée négativement au ratio des flux d'IDE ultérieurs à la fois au FBCF et l'investissement privé. La corruption

	1990-1999		décourage l'investissement étranger plus que l'investissement domestique.
Nunnenkamp. P (2002) FDI (stocks)	28 pays en développement / 1992-1999	Données de panel	Les déterminants traditionnels de marché sont encore dominants. Les déterminants non traditionnels comme les coûts des facteurs de production, et l'ouverture révèlent encore une relation avec l'IDE même dans un contexte de globalisation .
Bouoiyour. J (2003) IDE (flux)	Maroc / 1960-2000	Estimation en MCO	La taille du marché a un impact positif (même si la production des firmes étrangères est destinée à alimenter les marchés d'origine, une partie est destinée à la consommation locale), les coûts salariaux sont positifs, l'inflation est significative, le taux de croissance est négatif et non significatif, le capital humain est une condition dans le choix des FMN, l'IDE est corrélé avec la dépréciation du taux de change
Boujedra. F (2003) IDE/PIB	28 pays en développement (les régions : Méditerranée et moyen orient, Amérique Latine et Caraïbes, Asie du sud et Pacifique, Afrique Subsaharienne /1980-2000	Panel des index risque pays	Une forte corrélation entre le risque pays et l'IDE

Source : F. Boualem « Déterminants des IDE, Cas de l'Algérie », thèse de Doctorat, P.142

VI. LES DETERMINANTS DES IDE EN ALGERIE

Etudes empiriques :

Pour les besoins de notre travail, nous avons retenu les résultats de deux études empiriques récentes, la première présentée par Fatima Boualem (2010) qui a étudié les déterminants des IDE(dans le cadre d'une thèse de doctorat) et a mis en valeur l'impact des paramètres institutionnels sur le choix de la firme pour s'implanter en Algérie (1970-2007). La deuxième étude (participation dans un colloque sur les effets des IDE sur la croissance, Setif Algérie) élaborée par Benhabib et Zenassni (2013), son objectif était d'identifier les effets des IDE sur la croissance économique en Algérie (1980-2010).

Le premier modèle est présenté comme suit :

$$Fide = \alpha_0 + \alpha_1 (ouv)_t + \alpha_2 (infra)_t + \alpha_3 (Hum)_t + \alpha_4 (infl)_t + \alpha_5 (PIB)_t + \alpha_6 (change)_t + \alpha_7 (cred)_t + \alpha_8 (ref)_t + \alpha_9 (bBur)_t + \alpha_{10} (confe) + \alpha_{11} (confi) + \alpha_{12} (confx) + \alpha_{13} (corp) + \alpha_{14}(Mil) + \alpha_{15} (Drt) + \alpha_{16} (Pinv) + \alpha_{17} (Rel) + \alpha_{18} (Soc) + \alpha_{19} (Stab) + \alpha_{20} (Dem) + \epsilon_t$$

Où :

Fide : Flux d'investissement direct étranger entrants nets aux prix constants.

Ouv : Ouverture ;

Infra : Infrastructure ;
 Hum : Capital humain ;
 Infl : Taux annuel d'inflation ;
 PIB : Taux de croissance du PIB ;
 Change : Taux de change réel ;
 Cred : Le crédit domestique accordé au secteur privé (% PIB)
 Ref : Réformes liées au plan d'ajustement structurel (PAS) (variable Dummy : 0 avant 1994 et 1 après 1994)
 Bur : Qualité de la bureaucratie ;
 Confe : Conflits ethniques ;
 Confi : Conflits internes ;
 Confx : Conflits externes ;
 Corp : Corruption ;
 Mil : Implications des militaires dans la politique ;
 Drt : Tradition du respect de la loi et de l'Etat de droit ;
 Pinv : Profil d'investissement
 Rel : Implications des organisations religieuses dans la politique ;
 Soc : Conditions socioéconomiques ;
 Stab : Stabilité du gouvernement ;
 Dem : Responsabilité démocratique.
 é : est le terme d'erreur

Pour évaluer l'impact des variables économiques et institutionnels sur les IDE, la méthode des moindres carrés a été utilisée et pour extraire les plus pertinents la méthode de stepwise a été choisie ; les résultats (voir les détails dans l'annexe) laissent apparaître 5 catégories de déterminants :

- Les conditions socioéconomiques (Soc) reflètent la pression sociale qui peut régner dans le pays du fait du chômage et de la pauvreté. La variable (Soc) est significative, sa probabilité critique est inférieure à 0,05, mais le signe n'est pas conforme. En Algérie, les conditions socioéconomiques influencent positivement les investisseurs. En fait, plus les consommateurs sont insatisfaits du système de production et du marché du travail local, plus ils sont tentés de travailler dans des firmes étrangères et préférer leurs produits. Un marché du travail florissant et une production locale conforme aux attentes des consommateurs algériens semblent ne pas convenir aux investisseurs étrangers.
- Le capital humain (Hum) est introduit dans le modèle pour rendre compte du niveau d'éducation de la main-d'œuvre disponible en Algérie. Cette variable est censée être un facteur essentiel dans la localisation des firmes étrangères. En effet, pour la Maroc par exemple, le travail qualifié est classé par la Banque Mondiale au troisième rang après les coûts du travail et la proximité de l'Europe dans les critères de choix des firmes.
- les variables qui suivront constituent un package du fait de l'interdépendance qui existe entre elles. Il s'agit des variables conflits ethniques (Confe), conflits internes (Confi) et implications militaires (Mil). L'implication des militaires dans la politique ne semble pas influencer négativement sur les décisions des investisseurs étrangers. Le bénéfice tiré de cette situation est le retour de la stabilité et la diminution du risque dans les affaires. Par contre, les différents conflits (la guerre civile et le terrorisme entre autres), qui ont été à l'origine de la présence des militaires au pouvoir, ont eu un effet positif sur les IDE. Cela peut être dû au fait que les investisseurs trouvent que la situation de

conflit dans le pays leur est favorable, car leurs investissements sont en sécurité avec une présence militaire renforcée. Il s'agit là de la perception des investisseurs des conflits qui régnaient en Algérie.

- la qualité de la bureaucratie (Bur) et la tradition du respect de la loi et de l'Etat de droit (Drt) renseignent sur la capacité des fonctionnaires à faire respecter le droit dans le pays. Bien que les deux variables soient significatives et leurs probabilités inférieures à 0,05, le signe positif de la variable (Bur) est conforme, alors que celui de la variable (Drt) est négatif. La qualité de la bureaucratie informe les investisseurs sur la qualité du service public. En effet, les investisseurs étrangers accordent de l'importance à ce que les fonctionnaires ne déforment pas les mesures liées aux services publics en favorisant leurs propres intérêts. En revanche, ils ne semblent pas accorder de l'importance à l'indépendance de la justice et au respect de la loi. A la limite, ils préfèrent avoir un service public de qualité, que de voir régner un système légal efficace.
- Le profil d'investissement (Pinv) renseigne sur la viabilité des contrats, la possibilité de rapatriement des bénéficiaires et les délais de paiements. Dans un souci de compétitivité et de rentabilité des investissements, il est évident que ce déterminant soit important dans le choix du site d'implantation. La variable (Pinv) est significative, en fait, les investisseurs sont influencés par le profil d'investissement de l'Algérie. Ce déterminant est important car l'intérêt est de pouvoir rapatrier les profits réalisés en Algérie.

Le deuxième modèle est présenté comme suit:

$$Y_t = \alpha IDE + \beta Ouv_t + \delta X_t$$

Où,

Y_t : représente le logarithme de la croissance du PIB réel par habitant (la variable endogène du modèle)

Ouv_t : indique l'ouverture commerciale mesurée par la somme des exportations et importations en pourcentage du PIB

X_t : vecteur de contrôle sur les déterminants de l'IDE et la croissance économique, contient une variable qui mesure l'investissement domestique comme la formation brute du capital, une variable qui mesure le niveau de développement du système financier domestique, une variable qui mesure le taux d'inflation, une variable qui représente le taux de change et une variable qui mesure le degré d'ouverture dans les transactions du compte de capital.

ϵ : est le terme d'erreur

Les résultats obtenus de cette étude (voir tableau N°6), en utilisant la méthode des panels dynamiques (MMG), montrent une relation positive entre les IDE et les variables macroéconomiques tels que le taux de change et les variables externes telles que l'investissement domestique, l'ouverture du système financier et les transactions du compte du capital. Par contre, l'estimation indique un effet négatif de l'ouverture commerciale, ce qui suggère la faiblesse des réformes par les autorités algériennes pour libérer les échanges entre l'Algérie et l'extérieur.

Tableau N° 5 : Estimation du premier modèle économétrique sur les déterminants des IDE

Dependent Variable: DFIDE
 Method: Least Squares
 Date: 01/15/10 Time: 18:59
 Sample (adjusted): 1971 2007
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.09E+08	1.13E+08	1.841812	0.0769
DCRED	-22707020	7182318.	-3.161517	0.0040
DOUV	-11418446	6693318.	-1.705947	0.0999
DBUR	4.66E+08	1.55E+08	3.014507	0.0057
DCONF	3.60E+08	1.45E+08	2.483362	0.0198
DCONF1	1.73E+08	86333811	2.002316	0.0558
DMIL	-2.51E+08	1.50E+08	-1.670720	0.1068
DDRT	-4.13E+08	1.52E+08	-2.710357	0.0117
DPINV	1.41E+08	59924926	2.358563	0.0261
DSOC	1.60E+08	64652918	2.473919	0.0202
DHUM	-1.28E+09	8.78E+08	-1.453623	0.1580
R-squared	0.431999	Mean dependent var	42823784	
Adjusted R-squared	0.213537	S.D. dependent var	2.31E+08	
S.E. of regression	2.05E+08	Akaike info criterion	41.35585	
Sum squared resid	1.09E+18	Schwarz criterion	41.83477	
Log likelihood	-754.0832	F-statistic	1.977457	
Durbin-Watson stat	2.627468	Prob(F-statistic)	0.079213	

Tableau 6 : IDE et croissance économique: méthode MMG

Variables	MMG
IDE	0.794 (0.205)
Ouv	-3.152** (1.073)
Variables de controle	1.251 (0.423)

La variable dépendante : taux de croissance du PIB réel. (***), (**) et (*) indiquent une signification statistique au seuil de 1%, 5% et 10%, respectivement. Les valeurs entre parenthèses sont les Ecarts Types.

On conclut, à travers ces deux présentations, que les déterminants économiques et institutionnels convergent avec les intuitions théoriques et empiriques précédemment présentées dans cet article, il s'agit des paramètres fondamentaux macroéconomiques et la qualité des institutions qui prennent une place centrale dans le choix du pays d'implantation des firmes.

VII. LES IDE ET LA GOUVERNANCE

Un intérêt s'est orienté récemment vers les facteurs institutionnels et politiques (en raison des limites d'interprétation des études empiriques) pour expliquer les déterminants des IDE où est apparue la notion de GOUVERNANCE dans les discours des institutions financières internationales, l'Etat semble détenteur d'un rôle clé dans la détermination des impacts de l'IDE sur le développement. L'étude des déterminants institutionnels permet de faire le lien entre la firme, qui s'installe dans un pays et les institutions régissant dans l'environnement socio-économique. La bonne gouvernance peut être définie comme l'ensemble des « traditions et institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays pour le bien commun. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en place des politiques adaptées ainsi que le respect des citoyens et l'état des institutions gouvernant leurs interactions économiques et sociales » (Kaufmann et al, 1999). ainsi six indicateurs de gouvernance ont été choisis par la Banque Mondiale qui mesurent les dimensions de ce concept :

1. *Liberté de parole et responsabilité* : ensemble d'indicateurs qui mesurent les divers aspects du processus politique notamment les libertés publiques, les droits politiques et humains et la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent choisir leur gouvernement.
2. *Stabilité politique et absence de violence* : plusieurs indicateurs qui mesurent l'estimation Par le public de la possibilité d'une déstabilisation ou d'un renversement non constitutionnel du gouvernement, notamment par la violence et le terrorisme intérieurs.
3. *Fonctionnement de l'Etat* : il analyse les réponses concernant la qualité de service public, l'indépendance de la fonction publique vis-à-vis des pressions et la crédibilité de la détermination des autorités à appliquer diverses politiques.
4. *Qualité de la réglementation* : elle porte sur les politiques qui entravent le bon fonctionnement du marché comme le contrôle des prix ou un contrôle bancaire déficient ainsi que la sensation d'une lourdeur excessive dans les domaines comme le commerce extérieur et le développement des affaires.
5. *Etat d droit* : ensemble d'indicateurs qui mesurent la confiance des citoyens dans les règles sociales et le respect de ces règles. Il s'agit de la perception publique du niveau de la délinquance, de l'efficacité et de la prévisibilité du système judiciaire et de la possibilité de faire respecter les contrats.
6. Lutte contre la corruption, définie par convention comme l'exercice du pouvoir public à des fins privées. Elle repose sur des dizaines de variables tirées des sondages auprès d'experts et d'enquêtes privées.

VIII. LES POLITIQUES ACTIVES DE PROMOTION DES IDE EN ALGERIE

La réglementation et les réformes relatives aux IDE ont connu plusieurs étapes, l'intérêt est porté en l'occurrence, aux nouvelles mesures il s'agit de :

La loi 93-12 du 05 octobre 1993

Ce dispositif institutionnel et réglementaire est très incitatif. Le privilège est consacré à l'ouverture commerciale envers l'économie mondiale tout en respectant les mécanismes du marché dans la répartition des ressources nationales. Cette loi repose sur les principes fondamentaux suivants :

- Liberté d'investir pour les résidents et non-résidents.
- Déclaration d'investissement comme procédure simplifiée. Désignation du guichet unique de l'Agence de Promotion, de Soutien et de Suivi des Investissements (APSI)⁵, comme une autorité unique de soutien et d'assistance aux investissements.
- Affirmations des garanties de transfert de capital investi et son bénéfice ainsi que la garantie de recours à l'arbitrage international.
- Institution des dispositifs d'encouragement et d'incitation à l'investissement, fondés sur le régime général et les régimes particuliers

La loi 01-03 du 20 août 2001

Cette loi qui a abrogé la précédente loi (1993) est liée à la promotion de l'investissement, elle constitue un outil d'accompagnement pour l'investisseur, mais le champ d'intervention de l'investissement privé national et étranger a été élargi, et plusieurs organismes ont été créés : l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) (Article 21 de l'Ordonnance n° 01-03 du 20 août 2001) qui est l'organe principal en matière d'investissement placé sous la tutelle du Conseil National de l'Investissement (CNI) (article 18). Le guichet unique est également créé (article 24).

Loi 06-454 du 11 décembre 2006

Cette loi est le prolongement de la loi 01-03 du 20 août 2001. Elle vise la simplification des procédures et la réduction des délais d'étude des dossiers d'avantages pour les investisseurs qui est à la charge de l'ANDI. A cet effet, l'article 5 prévoit « soixante-douze (72) heures pour la délivrance de la décision relative aux avantages prévus au titre de la réalisation ; de dix (10) jours pour la délivrance de la décision relative aux avantages prévus au titre de l'exploitation . L'agence peut, en contrepartie, exiger des frais de traitement des dossiers, percevoir une redevance versée par les investisseurs. Le montant et les modalités de perception de la redevance sont fixés par voie réglementaire »

La loi de finance complémentaire 2009 (ordonnance N°9-01 juillet 2009)

Cette loi stipule que dans tous les investissements réalisés en Algérie, la participation à l'actionnariat étranger est limitée à 49%, le reste est détenu par le résident algérien.

Il est introduit aussi une nouvelle obligation pour les investisseurs étranger directs ou en partenariat, à savoir de dégager une balance de devises excédentaire au profit de l'Algérie pendant toute la durée du projet.

La stratégie nationale industrielle et L'IDE

Dans le souci de moderniser l'appareil économique, une stratégie d'industrialisation s'est engagée depuis 2007 qui a pour objectif une meilleure insertion mondiale. La nouvelle stratégie d'industrialisation adoptée par l'état s'appuie sur une stratégie de développement qui permet aux entreprises de viser le marché intérieur tout en aspirant à gagner une compétitivité à l'échelle internationale. La place de l'IDE dans la stratégie nationale d'industrialisation est appréciée à travers la politique nationale d'attractivité des IDE qui devrait être menée selon trois critères⁶ :

- Les IDE avec transfert de technologie
- Les IDE avec marché d'exportation
- Les IDE comme simple extension des marchés traditionnels

En effet, l'IDE est considéré comme un moyen qui permet la mise à niveau et la restructuration de l'industrie manufacturière, un outil pour renforcer la productivité nationale et un catalyseur de la compétitivité internationale

compétitive mais aussi d'aller vers le marché international ». De plus, « la nouvelle stratégie, partant des caractéristiques propres de l'industrie de notre pays, se fonde sur un réajustement profond des

structures industrielles existantes », en vue de rendre les entreprises compétitives. Ainsi, « l'IDE peut être un puissant facteur de mise à niveau et de restructuration de l'industrie manufacturière ».

Conclusion

A travers la revue de littérature on a distingué deux catégories de facteurs déterminant les IDE : les facteurs économiques et les facteurs institutionnels. Les études empiriques illustrées, particulièrement celles élaborées sur L'Algérie, ont confirmé la corrélation entre les IDE et ces facteurs. Le débat actuel est axé vers la nécessité d'améliorer la qualité des institutions pour attirer les IDE.

L'Algérie possède des avantages comparatifs inestimables qui favorisent les IDE tels que :

- i) une main-d'œuvre jeune, abondante et bon marché,
- ii) des ressources naturelles abondantes,
- iii) des entreprises publiques privatisables,
- iv) une législation favorable,
- v) des procédures administratives simplifiées,
- vi) une infrastructure fonctionnelle et en constante amélioration, etc.

Cependant, le pays n'attire qu'un nombre limité d'investisseurs étrangers et ne bénéficie pas de sa proximité avec l'Europe. L'économie n'est pas diversifiée, outre le secteur traditionnel des Hydrocarbures. un seul secteur a réussi à recevoir d'importants IDE celui des télécommunications.

D'après une comparaison établie par le FMI dans son rapport (2006), il apparaît que le climat des affaires algérien est inférieur à celui de 18 pays situés à la périphérie de L'UE, se basant sur les indicateurs de gouvernance L'Algérie ne possède pas une bonne qualité de gouvernance publique et ce, malgré la mise en place de mécanismes qui favorisent la transition vers l'économie de marché et de dispositifs de promotion de l'investissement prive, national ou étranger.

Les obstacles qui entravent l'attractivité des IDE sont liés à la qualité des institutions plus qu'aux conditions économiques. Redynamiser l'attractivité du pays passera nécessairement par une levée des obstacles structurels afin d'inciter les investisseurs à s'intéresser au site algérien.

Ces obstacles pourraient être résumés dans les points suivants (d'après le rapport de la CNUCED 2004) :

- Ralentissement dans la mise en place du programme de privatisation
- Lenteur bureaucratique de l'administration publique
- Déficit d'image et de communication
- Difficulté d'accès au foncier industriel
- Faiblesse du système bancaire
- Existence d'un important secteur informel
- Inadaptation du système juridique

Enfin, les politiques gouvernementales futures visant à attirer les IDE devront tenir compte, non seulement des paramètres macroéconomiques (taux d'intérêt, inflation, taux de change), mais s'intéresser également aux instruments réglementaires (assouplissement de la réglementation relative à l'IDE, réglementation du travail, réglementation de l'environnement, etc.), des actions des pouvoirs publics en terme d'infrastructures et d'offre de services publics, ou encore des incitations financières et fiscales.

NOTES

¹ L'IDE peut aussi générer des effets négatifs qui concernent les coûts supportés par les pays d'accueil ,par exemple ,mais ils ne sont pas traités dans cet article.

² Les données sont issues du rapport sur l'investissement mondial 2014 de la CNUCED (WIR 2014, UNCTAD)

³ ANIMA Investment Network est une plateforme multi-pays de coopération pour le développement économique en Méditerranée

⁴ Fatima Boualem, « l'investissement Direct Etranger cas de l'Algérie » thèse de Doctorat université Montpellier I, 2010, p.342

⁵ L'article 7 de ce décret stipule la création auprès du chef du gouvernement d'une agence de promotion, de soutien et de suivi des investissements (APSI), qui sera remplacée par la suite par l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)

⁶ Dr Mourad Preure, propositions du CNC-Alger, Janvier,2007

BIBLIOGRAPHIE

1. Abdelmajid Bouzidi, « L'Algérie attire de plus en plus d'IDE », article paru au site <http://www.eldjazaircom.dz>
2. Adil Hidane, Fatima Bernoussi, Diagnostic de l'attractivité du Maroc pour les Investissements Directs Etrangers, Direction de la politique économique générale, doc N°82, 2002.
3. Abdouni A. et Hanchane H., investissement Direct Etranger, capital humain et croissance économique, etude empirique en panel de données, Document de travail, AMSE WPN° 2010-06
4. ANIMA investment network, L'impact des IDE sur le développement économique des pays. Etat de l'art et application à la région MED, 2010
5. Blomsröm et Lipsey, What explains developing country growth ?, National Bureau of Economic Research ,working paper N° 4132,1992
6. Bernard guillochon, Annie Kawecki, Economie Internationale, commerce et Macroéconomie, Edition Dunod,2009
7. Benhabib Aberezzak et Zenassni Soumia « Déterminants des Effets des Investissements Directs Etrangers sur la croissance économique en Algérie », communication du colloque international sur l'investissement et la croissance, Setif, Mars 2013.
8. CNUCED, Examen de la politique de l'investissement en Algérie, 2004
9. CNUCED, world investment report, 2014
10. CNUCED, unctad.org site
11. David Bolduc et Antoine Ayoub Green, La mondialisation et ses effets, revue de la littérature, Université Laval Québec, Canada Novembre 2000 <http://www.creden.univ-montp1.fr/Reseau/publis/Bolduc-Ayoub.pdf>
12. Fatima Boualem, L'investissement Direct Etranger : cas de l'Algérie, thèse de Doctorat université de Montpellier I, 2010
13. Ibrahim Ngouhou, Les investissements Directs Etrangers en Afrique Centrale et ses effets économiques, Thèse de Doctorat, Université du Sud-Var, 2000
14. Imad A. Moosa, the determinants of Foreign Direct Investment in MENA countries, Research report 0421.
15. Joseph DJAOWE, Investissements Directs Etrangers (IDE) et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ?, Revue africaine de l'Intégration Vol. 3, No. 2009
16. Merouane Alaya et al. Aquelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ?, mondes et développement, 2009/4 N° 148, p.119-138
17. Mourad Preure, propositions du CNC-Alger, Janvier,2007

المراجع بالعربية

1. كريمة فرحي , أهمية الاستثمار الأجنبي المباشر في الدول النامية مع دراسة مقارنة بين الجزائر الصين, تركيا و مصر , رسالة دكتوراة, جامعة الجزائر, كلية العلوم الاقتصادية و التسيير, 2013
2. محمد قويدري, تحليل واقع الاستثمارات الأجنبية و افاتها في البلدان النامية مع الإشارة لحالة الجزائر رسالة دكتوراه جامعة الجزائر, كلية العلوم الاقتصادية و التسيير 2005
3. الاستثمار الأجنبي المباشر تعاريف و قضايا – سلسلة دورية تعنى بقضايا التنمية في الأقطار العربية , 2004